

## **La maîtrise d'inflation par la politique monétaire ca de l'Algérie (2000-2017)**

### **Inflation mastery by monetary policy case of Algeria (2000-2017)**

ZAOUI Djamila<sup>1</sup>

Université d'Oran 2, Leila.zaoui4@gmail.com

Reçu le : 30/10/2018

Accepté le : 01/12/2019

### **Résumé**

Cette étude, a pour objectif d'évaluer l'efficacité de la politique monétaire menée par la Banque d'Algérie en termes de contrôler l'inflation durant la période (2000-2017). Les résultats obtenus ont montré que la masse monétaire et les avoirs extérieurs ont un effet direct sur l'inflation, par contre, le produit intérieur brut à besoin d'une longue durée pour qu'il procure un impact sur le comportement des prix. A la fin on peut dire que les instruments fournis par les autorités monétaires afin de maîtriser l'inflation manquent d'efficacité particulièrement après l'apparition d'excès de liquidité depuis l'année 2001.

**Mots clés :** politique monétaire, inflation, masse monétaire, IPC, MCO.

**Code de classification JEL :** E52, E59, C3, C87

### **ABSTRACT**

The purpose, of this study is to evaluate the effectiveness of the monetary policy conducted by the Bank of Algeria in terms of controlling inflation during the period (2000-2017). The results obtained have shown that the money supply and the external assets have a direct effect on inflation, against the gross domestic product requires a long time to provide an impact on price behavior. In the

---

<sup>1</sup> Auteur correspondant : ZAOUI Djamila, [Leila.zaoui4@gmail.com](mailto:Leila.zaoui4@gmail.com)

end, the instruments provided by monetary authorities to master the inflation lack the effectiveness of the effectiveness of liquidity since 2001.

**Key words:** monetary policy, inflation, monetary aggregates, money supply, IPC, MCO.

**JEL Classification codes :** E52, E59, C3, C87

## 1. INTRODUCTION

Dans les deux dernières décennies, l'Algérie vise à atteindre un ensemble d'objectifs tels que la croissance économique, la stabilité des prix, la réduction du chômage et l'équilibre extérieur, afin qu'elle soit un pays émergent. Pour cela, les autorités concernées disposent un ensemble d'instruments, ces derniers représentent un ensemble de politiques tels que la politique budgétaire, la politique de change et la politique monétaire. La politique monétaire constitue un élément clé d'une économie qui vise à atteindre un objectif prioritaire qui est bien également la lutte contre l'inflation, pour cela elle dispose des instruments tels que le taux d'intérêt, l'encadrement de crédit, les réserves obligatoires...etc.

Dans ce travail nous allons s'intéresser aux instruments de la politique monétaire en Algérie et voire est ce que ces derniers ont-ils efficace pour le contrôle d'inflation durant la période (2000 -2017) ?

Pour cela notre étude se déroule en trois parties, dans la première partie on va entamer le cadre théorique de la politique monétaire, en deuxième lieu nous allons présenter la conduite de la politique monétaire en Algérie sur la période (2000-2017), et par la fin on proposera une estimation empirique par la méthode (MCO) afin de mieux connaître les déterminants d'inflation en Algérie durant la même période.

## 2. LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La politique monétaire représente les actions mises en œuvre par les autorités monétaires afin de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et à la

réalisation du plein-emploi tout en préservant la stabilité de la valeur de la monnaie au niveau interne (le niveau général des prix) et au niveau externe (taux de change). De cette définition, il est possible de faire ressortir trois points :

On suppose que la quantité de monnaie en circulation a un impact sur l'économie. Elle affecte l'activité économique ;

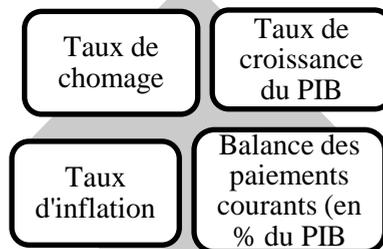
Les objectifs de la politique monétaire sont finalement les objectifs généraux des politiques économiques. Mais un ou plusieurs objectifs peuvent être privilégiés. Se pose alors la question du choix par les autorités monétaires de l'objectif à privilégier ;

Les autorités monétaires, afin d'atteindre l'objectif qu'elles se sont assignées, peuvent mettre en œuvre des actions.

## 2.1 LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Les objectifs de la politique monétaire sont ceux de toute politique économique (croissance économique, stabilité des prix, plein emploi et équilibre des échanges extérieurs). La réalisation simultanée de ces quatre objectifs est représentée par ce qu'on appelle le « carré magique » de l'économiste britannique, N. Kaldor (1908-1986).

Figure 1: le carré magique de N.Kaldor



Source : COUPPEY-SOUBEYRAN(2010), Monnaie banques finance, PUF, p.231.

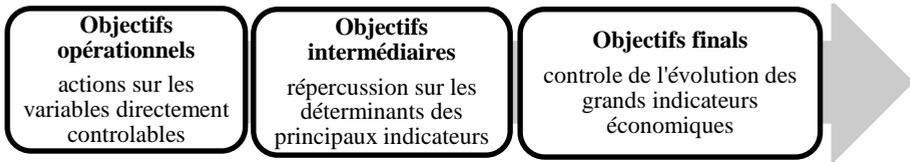
Il est bien entendu difficile d'imaginer que ces quatre objectifs puissent être tout confiés à un seul et même instrument de politique

économique, en l'occurrence la politique monétaire. L'économiste Jan Tinbergen (1903-1993, prix Nobel d'économie en 1969) insistait sur une règle qu'il énonçait comme étant une condition nécessaire (mais non suffisante) pour qu'une politique économique soit efficace, à savoir qu'il existe autant d'instruments indépendants que d'objectifs à atteindre.

Chaque instrument doit être affecté à l'objectif pour lequel il est le plus efficace. Ce qui, concrètement, signifie qu'il conviendrait selon lui de pratiquer une politique budgétaire expansive en situation de sous-emploi, restrictive en situation d'inflation et, parallèlement, une politique monétaire restrictive face à un déficit extérieur, expansive en cas d'excédent.

Les instruments à la disposition des autorités politiques ou monétaires permettent de faire jouer les effets produits par certaines catégories de variables sur d'autres catégories.

**Figure 2 : Les trois catégories d'objectifs de la politique monétaire**



**Source :** JCOUD(2006), L'Europe monétaire, ARMAND COLIN, p. 154.

En matière **monétaire**, les trois catégories d'objectifs renvoient à des opérations visant les **variables** suivantes :

**Figure 3 : les variables visés par la politique monétaire**

Objectifs opérationnels	Objectifs intermédiaires	Objectifs finals
<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux du marché interbancaire</li><li>• Monnaie centrale</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Divers taux d'intérêt</li><li>• Agrégats de monnaie</li><li>• Agrégats de crédit</li><li>• Taux de change</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux de croissance</li><li>• Taux d'inflation</li><li>• Niveau d'emploi</li><li>• Equilibre extérieur</li></ul>

**Source :** JCOUD (2006), L'Europe monétaire, ARMAND COLIN, p. 154.

### **2.1.1 L'OBJECTIF PRIORITAIRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE EST LA LUTTE CONTRE L'INFLATION**

Comme il n'y a pas d'incohérence entre la recherche de la stabilité des prix à long terme et celle d'un taux de chômage correspondant à son niveau structurel, les deux types de mandat ne sont pas différents si ce taux correspond à la définition retenue pour le niveau d'emploi maximum. Cependant, en pratique, ce n'est pas le cas si le public et les « politiques » estiment qu'un mandat hiérarchique conduit à accorder trop d'importance au contrôle de l'inflation et pas assez à la stabilisation conjoncturelle.

Une situation où l'inflation est faible et stable étant favorable à la croissance économique, les banques centrales en ont fait l'objectif prioritaire de la politique monétaire. Mais il doit être poursuivi seulement à long terme, car les fluctuations à court terme de l'activité économique ne peuvent pas être ignorées ; chercher à l'atteindre à court terme à tout prix conduirait à une trop forte variabilité de la production.

Si elles conduisent leur action ainsi, les banques centrales peuvent chercher à limiter les fluctuations conjoncturelles en laissant l'inflation s'écarter de manière transitoire du niveau correspondant à l'objectif de long terme, conformément à un mandat dual. Mais si, dans le même cadre, elles poursuivent des politiques de court terme expansionnistes destinées à stimuler la production et l'emploi sans se

soucier des conséquences à long terme, le problème de l'incohérence temporelle peut resurgir.

C'est cette crainte qui a conduit à l'adoption de mandat hiérarchique où la stabilité des prix se voit accorder la priorité. Mais ceux-ci posent un problème si la banque centrale est obnubilée par l'inflation – « barjo de l'inflation » (« *inflation nutter* ») pour reprendre une expression employée par Mervyn King, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre – et s'intéresse uniquement à son contrôle, même à court terme : sa politique provoque de fortes fluctuations de l'activité économique. Finalement, le choix d'un type de mandat dépend de nombreuses subtilités qui influencent son efficacité. Les deux sont acceptables pourvu la stabilité des prix soit l'objectif prioritaire à long terme, mais pas à court terme.

### **3. LA CONDUITE DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN ALGERIE DEPUIS 2000**

La Banque d'Algérie est chargée de mettre en œuvre la politique monétaire. Cette politique monétaire est une politique de taux d'intérêt à l'instar de celles que conduisent toutes les banques centrales nationales. Pour atteindre les objectifs de politique monétaire, la Banque d'Algérie dispose d'une série d'instruments de politique monétaire (règlement n° 09-02 du 26 mai 2009 relatif aux opérations, instruments et procédures de politique monétaire). Aux termes de cette réglementation, la Banque d'Algérie dispose des instruments qui suivent : opérations de réescompte et de crédit ; réserves minimales obligatoires ; opérations d'Open Market et les facilités permanentes.

Pour l'année 2004, le Conseil de la Monnaie et du Crédit (CMC) a maintenu l'objectif d'inflation de 3 % à moyen terme. En matière d'évolution des agrégats monétaire et de crédit, le Conseil arrêté un objectif de croissance de M2 entre 14 % et 15 % et celle des crédits à l'économie entre 16,5 % et 17,5 %. Ces objectifs n'incluaient pas le remboursement par anticipation de la dette extérieure.

Les instruments indirects de la politique monétaire ont été renforcés en 2002 par l'introduction en Avril d'un nouvel instrument en

cohérence avec le contexte d'excès de liquidités, à savoir la reprise de liquidités par appels d'offres (adjudications négatives).

Dés février 2001, la Banque d'Algérie réactivé l'instrument réserves obligatoires et ce, pour amener les banques à bien gérer leur liquidité et endiguer l'impact négatif de chocs exogènes sur la liquidité bancaire.

Au cours de l'année 2004, l'instrument réserve obligatoire a été de nouveau réactivé, puisque le Conseil de la Monnaie et du Crédit a édicté un règlement qui définit le cadre de la réserve obligatoire.

En tant qu'instrument indirect de la politique monétaire et donc de régulation de la liquidité bancaire, les opérations d'open-market n'ont pu être utilisées depuis l'année 2002 par la Banque d'Algérie sur le marché monétaire.

Les autres instruments indirects de la politique monétaire (pensions et adjudications de crédits par appel d'offres) n'ont pu être utilisés au cours de l'année 2004, tout comme en 2002 et 2003, à mesure que les interventions de la Banque d'Algérie sur le marché monétaire au moyen de ces instruments avaient déjà été interrompues à partir de fin mai 2001 en raison de la non soumission des banques aux adjudications de crédits et leur non recours aux prises en pension (à 24h et à terme).

Il importe de rappeler que le recours des banques au refinancement auprès de la Banque d'Algérie était tombé à zéro dès fin 2001.

### **3.1 Les nouveaux instruments de la politique monétaire en 2012**

L'excès de liquidité sur le marché monétaire dès le début de l'année 2002 a amené la BA de renforcer les instruments indirects de politique monétaire qui sont les instruments de refinancement et donc d'injection de liquidités. Ces derniers n'étant plus actifs depuis fin 2001, la BA a dû recourir à partir d'avril 2002 à de nouveaux instruments de politique monétaire pour absorber l'excès de liquidité devenu même structurel, à savoir : les reprises de liquidité à sept jours depuis avril 2002 (instruction n° 02-2002 du 11 avril 2002), les reprises à trois mois introduites en août 2005 et la facilité de dépôts

rémunérés à partir de juin 2005 (instruction n° 04-2005 du 14 juin 2005).

En plus de ces instruments indirects de politique monétaire qui contribuent conjointement à résorber l'essentiel de l'excès de liquidité, le troisième instrument actif de politique monétaire est constitué par les réserves obligatoires dont le dispositif opérationnel a été redéfini en 2004.

L'année 2012 correspond à la onzième année d'excès de liquidité et à la deuxième année de conduite de la politique monétaire avec ciblage d'inflation. On peut dire que l'année 2012 a constitué la première année d'exercice de ciblage flexible d'inflation, pendant que la variable taux de change reste une «variable clé» dans la programmation monétaire et financière en Algérie.

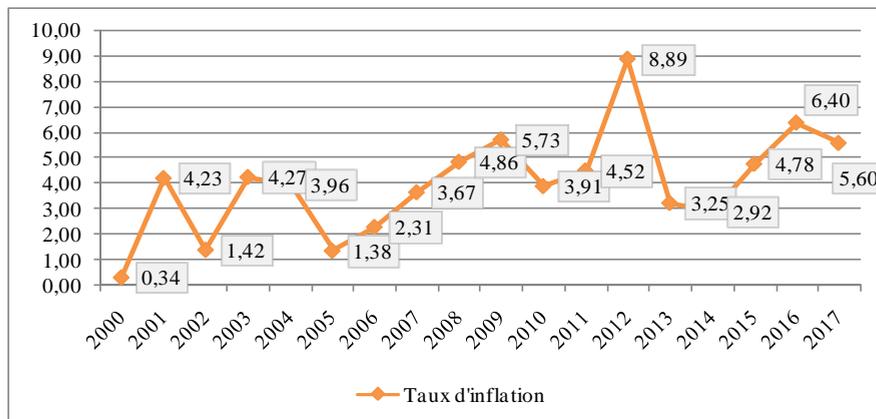
L'objectif d'inflation devient ainsi déterminant par rapport au ciblage monétaire quantitatif souple en vigueur. L'objectif intermédiaire poursuivi (agrégat monétaire) doit contribuer à la concrétisation de l'objectif d'inflation, à mesure qu'il existe une relation étroite entre l'inflation et l'agrégat monétaire M2.

En phase avec les nouvelles dispositions législatives relatives à la monnaie et au crédit (ordonnance n° 10-04 du 26 août 2010), donnant un ancrage légal à la stabilité des prix comme objectif explicite de la politique monétaire, la prévision de l'inflation à court terme a pris une importance particulière. Aussi, la Banque d'Algérie a renforcé la prévision à court terme du taux d'inflation pour assurer le suivi de l'objectif d'inflation à partir de l'année 2011. A titre d'exemple, la prévision de l'inflation en moyenne annuelle pour fin décembre 2015, effectuée en septembre 2015, a été de 4,96 %, sensiblement proche du taux d'inflation effectif mesuré par l'indice des prix de l'Office National des Statistiques (ONS), qui s'est établi à 4,78 %.

En 2016, la poursuite de la baisse de la liquidité bancaire a amené la Banque d'Algérie à suspendre les opérations de ponction de la

liquidité, réduit le taux de réserves obligatoires et réactivé le canal du réescompte pour assurer le refinancement des banques commerciales.

**Graphe 1 : Evolution du taux d'inflation (2000-2017)**



**Source :** fait par l'auteur à partir des données de la Banque mondiale

D'après ce graphique nous constatons que le taux d'inflation a connu des fluctuations marquantes sur la période d'étude, mais elle semble maîtrisée en terme d'objectif, au moins jusqu'à 2005. En effet ce qui caractérise la période allant de 2000 à 2005, est bien une austérité budgétaire avec une politique monétaire restrictive et un ratio de M2/PIB= 12% en 2000 contre 45,8% en 1994.

En fait, entre 2002 et 2014, le taux d'inflation est de 4,63 % en moyenne annuelle, tout en enregistrant un pic de 8,89 % au titre de l'année 2012 suivi par une décélération en 2013. Ce résultat dépasse l'objectif de contenir l'inflation, et remet en cause les instruments de la politique monétaire et le système bancaire.

En 2010, l'inflation a chuté avec les prix des produits alimentaires frais et elle se maintient pour les produits alimentaires non frais. Cependant, une flambée des produits frais a été enregistrée au début de 2011, qui s'est atténuée au cours du deuxième trimestre de l'année.

Revenant sur l'inflation, qui a atteint 5,6% en 2017, contre 6,4% en 2016 et 4,8% en 2015, il a imputé cette progression de l'inflation à "la faiblesse de la concurrence, de l'organisation et du contrôle au

niveau de plusieurs marchés de biens et de services dont certains sont marqués par des situations de monopoles ; cette hausse aussi est tirée par une inflation annuelle moyenne des prix à la production industrielle s'est fortement accélérée à partir de 2015 ; elle a presque doublé en un an, passant de 2,3 % à 4,1 % en 2016. Cette hausse des prix à la production est essentiellement due à la dérive de ceux des secteurs «agroalimentaire » et « mines et carrières ».

#### 4. ETUDE ECONOMETRIQUE

D'après ce qu'on a vu sur la conduite de la politique monétaire menée par la Banque d'Algérie allant de 2000 à 2017, nous proposons un modèle économétrique expliquant l'évolution des prix en Algérie par le biais de la méthode (MCO).

**Les données :** Les données proviennent essentiellement de la Banque Mondiale(WDI), on a utilisé des données annuelles couvrant la période (1990-2017).

##### Présentation du modèle et définition des variables

L'inflation est représentée par la variation d'indice des prix à la consommation (**IPC**), la masse monétaire est exprimée par l'agrégat monétaire (**M2**) en milliards de dinars algériens, les avoirs extérieurs sont exprimés en milliards de dinars algériens (**AEX**) et le produit intérieur brut est exprimé en milliards de dinars algériens (**PIB**).

**Méthode utilisée :** on estimant le modèle par une la méthode moindres carrés ordinaire (**MCO**), par l'équation suivante :

$$L(\text{IPC}) = L(\text{M2}) + L(\text{AEX}) + L(\text{PIB}) + C$$

Sachant que le « L » représente le logarithme. C est une constante.

D'après l'application de la méthode(MCO) par logiciel Eviews on a obtenus les résultats suivants :

**Tableau 1 : estimation des données par la méthode MCO**

Dependent Variable: IPC Method: Least Squares Date: 10/02/18 Time: 14:36 Sample: 2000 2017 Included observations: 18				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	58.65791	2.291607	25.59685	0.0000
AEX	-1.44E-12	3.10E-13	-4.627786	0.0004
PIB	8.62E-13	9.00E-13	0.957546	0.3545
M2	5.52E-12	8.93E-13	6.185014	0.0000
R-squared	0.990763	Mean dependent var	98.72307	
Adjusted R-squared	0.988784	S.D. dependent var	22.52301	

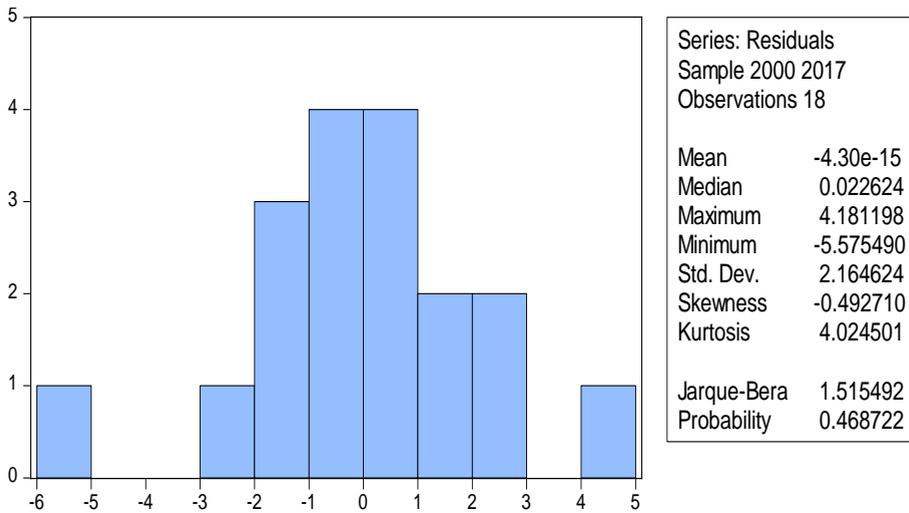
**Source :** fait par l'auteur par logiciel EVIEWS 8.0

D'après les résultats fournis par le tableau on constate que les coefficients des variables explicatives sont significativement différents de 0, (probabilité critique inférieurs à 0.05), seul la variable PIB (produit intérieur brut) n'est pas significative, cela veut dire que la PIB est faiblement corrélé avec l'inflation, donc la variable PIB n'est pas déterminante de l'inflation, par contre les avoirs extérieurs et la masse monétaire ont une corrélation assez forte avec la variable IPC.

La valeur de  $R^2$  est de 98 % ce qui explique le comportement de la variable dépendante par les variables indépendantes dans le modèle, c'est-à-dire ces derniers représentent presque la totalité des variations de l'IPC, ce qui nous ramène de dire que notre modèle est valide.

**Le test de Fisher :** Le test de significativité de la régression est bien le test de Fischer, ce test a une valeur élevée correspondant à une probabilité critique quasiment nulle, et donc au seuil de 5 %, la variance expliquée est significativement différent de 0 ; par contre, à ce seuil, aucun des coefficients de la régression n'est significativement différent de 0. On est sans doute en présence de multi colinéarité entre les variables explicatives.

### **Graphe 2 : test de normalité**



**Source :** fait par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS 8.0

Le test de JARQUE-BERA permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique, dans notre cas la probabilité est de 46 % (supérieur de 5 %), donc on rejette l'hypothèse de normalité des résidus.

**Tableau 2 : test de l'hétéroscédasticité : (test de White)**

Heteroskedasticity Test: White			
F-statistic	1.156999	Prob. F(9,8)	0.4239
Obs*R-squared	10.17943	Prob. Chi-Square(9)	0.3362
Scaled explained SS	9.312332	Prob. Chi-Square(9)	0.4090

**Source :** fait par l'auteur à partir du logiciel EVIEWS. 8.0

A propos de ce test qui a pour but de rechercher une liaison entre le carré du résidu et les valeurs prises par une ou plusieurs variables explicatives, l'hypothèse d'hétéroscédasticité est acceptée s'il existe au moins un coefficient non nul.

D'après les résultats obtenus on trouve les valeurs des tests comme suit : Test de Fisher  $F^* = 1, 15$

$$\text{Test LM} = n R^2 = 18 \times 0, 57 = 10, 26$$

Nous sommes, dans les deux cas, amenés à rejeter l'hypothèse  $H_0$  pour un seuil de 5 %. Le modèle est donc hétéroscédastique.

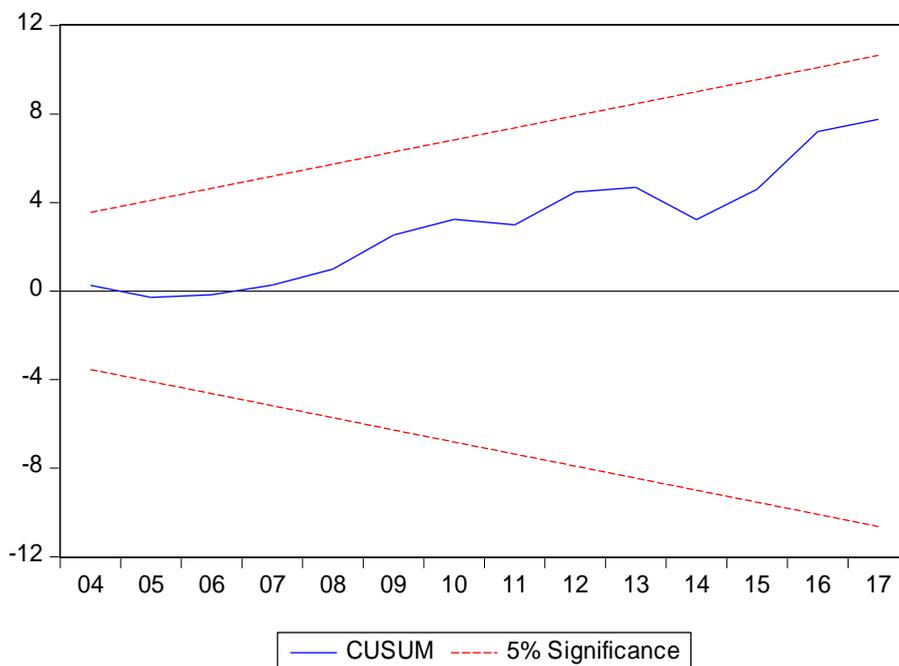
**Tableau 3 : test de Wald**

Wald Test: Equation: EQ01			
Test Statistic	Value	df	Probability
t-statistic	20.16586	14	0.0000
F-statistic	406.6618	(1, 14)	0.0000
Chi-square	406.6618	1	0.0000
Null Hypothesis: C(3)+C(4)=0 Null Hypothesis Summary:			
Normalized Restriction (= 0)	Value	Std. Err.	
C(3) + C(4)	6.38E-12	3.17E-13	
Restrictions are linear in coefficients.			

**Source** : fait par l'auteur à partir du logiciel Eviews 8.0

D'après les résultats du test de Wald, on trouve que la probabilité du test du Fischer est quasiment nulle, alors on rejette l'hypothèse  $H_0 : C(3) + C(4) = 0$  pour un seuil de 5 %.

**Graphe 3 : Test de validation du modèle : (test de stabilité des coefficients)**



**Source :** fait par l'auteur à partir du logiciel Eviews 8.0

D'après l'application du test CUSUM pour un seuil statistique de 5 %. On constate que la série de la somme cumulée des résidus reste à l'intérieur de l'intervalle formé des deux droites, suggérant l'absence d'instabilité de la relation sur la période considérée.

### **Conclusion**

Depuis les années 90 l'objectif prioritaire de la politique monétaire menée par la Banque d'Algérie est de maintenir l'inflation à un niveau bas et relativement stable, pour cette raison les autorités monétaires disposent un ensemble d'instruments comme la reprise de liquidité, l'encadrement des crédits, les réserves obligatoires, les taux d'intérêt et le taux de change, dont le but de réaliser les attentes des entreprises et des ménages.

Par rapport aux instruments utilisés par la politique monétaire, on constate que c'est le refinancement bancaire qui a été le plus utilisé et

ce jusqu'à la fin de l'année 2001, à partir de l'année 2002 le marché monétaire a connu un excès de liquidité, pour cet effet la politique monétaire a renforcé les instruments directs qui sont les réserves obligatoires et l'encadrement du crédit dont l'objectif de contrôler la croissance de la masse monétaire, comme il y avait l'application d'un autre instrument indirecte qui est la reprise de liquidité par appel d'offre.

L'évolution et le non contrôle de la masse monétaire a confirmé la non efficacité de ces instruments durant la période 2000-2011, ce qui a menée la Banque d'Algérie de pratiquer le ciblage d'inflation en 2012. Le taux d'inflation était fixé par un taux plafond de 3 %, pour mettre fin à la croissance des prix, mais les taux d'inflation consécutives ont dépassé le taux ciblé. Dans cette situation on ne peut pas dire que le ciblage d'inflation était une stratégie mal choisi par les autorités monétaires, mais il faut qu'on pose en relation les conditions nécessaires participant à la réussite de la pratique du ciblage d'inflation.

Les résultats que nous avons obtenus d'après l'étude économétrique, montrent que le taux d'inflation est fortement corrélé avec la masse monétaire (M2) et les avoirs extérieurs, cela veut dire que ces deux dernière variables sont déterminantes de l'inflation, par contre la variable (PIB) n'est pas une variable déterminante d'inflation. L'estimation du modèle retenu par la méthode (MCO) nous amène de dire que les recettes tirées par l'exportation des hydrocarbures engendrent un problème de gestion de liquidité au niveau de banques publiques c'est-à-dire la surliquidité procurée va être utilisé d'une manière illégal.

Pour cela, il faut mettre en place des nouvelles instructions afin de limiter ce problème, parmi les solutions possible qu'on propose : la création d'une insuffisance de liquidité au niveau des banques pour faciliter la mise en œuvre de la politique monétaire ; la modernisation du système financier et particulièrement le circuit bancaire à travers le renforcement de la supervision et la surveillance ; aussi il faut que

l'excès de liquidité sera destiné au financement de l'économie afin d'améliorer la croissance économique et par la fin il faut qu'il y aura une forte intégration du marché boursier dans le système financier dont le but d'élargir le champs devant tous les agents financier et non financiers.

A la fin, on peut dire, malgré les efforts faites par la Banque d'Algérie dont l'intention de contrôler la croissance des prix, elles sont insuffisantes en matière d'efficacité. Dans ce contexte, la politique monétaire doit être renforcée par l'amélioration de plusieurs conditions qui sont, l'indépendance de la Banque Centrale ; la supervision du système bancaire par l'introduction des nouvelles instructions dont le but de contrôler la masse monétaire qui circule dans le marché monétaire, aussi en matière d'objectifs il faut qu'il y aura un seul objectif qui est la stabilité des prix, tous ces conditions et d'autres rend la politique monétaire efficace et renforce la crédibilité de la Banque Centrale.

### **Références bibliographiques :**

#### **Ouvrage :**

- [1] AGUIR. A, Ciblage d'inflation et règle de la politique monétaire, HAL, Paris, 2012.
- [2] BOUHOUS.P, La monnaie finance institutions et mécanismes, 1993, ELLIPSES, Paris.
- [3] COUPPEY-SOUBEYRAN.J, Monnaie, banques, finance, 2012, 2<sup>e</sup> éd, PUF LICENCE, Paris.
- [4] DELAPLACE.M, Monnaie et financement de l'économie, 2006, 2<sup>e</sup> éd, DUNOD, Paris.
- [5] JCOUD.G, L'Europe monétaire, 2006, ARMAND COLIN, Paris.
- [6] MISHKIN. F, Monnaie, banque et marchés financiers, 9<sup>e</sup> édition, 2010, NOUVEAUX HORIZONS, France.

#### **Article de revue :**

- [7] AMOKRANE. M et RASDI. (2015) S, La conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies « objectifs et limites », Revue d'Economie et finance, n° 01, pp 20-22.
- [8] BENCHOHRA. M, la politique monétaire en Algérie, journal El Watan 2007. Repérer à <http://www.djaizairess.com/fr/elwatan>
- [9] BENZIANE. R et CHEKEBKEB. A, (2014), Evaluation des instruments de la politique monétaire, Journal of Economics and Finance Vol 2, n°2, p1-16

[10] BOUMGHAR. M.Y., La conduite de la politique monétaire en Algérie, un essai d'examen, CREAD.2004.

**Articles de séminaire :**

[11] FEKIR. H, (2015), Ciblage d'inflation et performances économiques des banques centrales. Communication présente au dixième Colloque internationale, Chlef, Algérie.

[12] MEDACI. N, Évaluation de l'Efficacité de la Politique Monétaire pour la Maitrise de l'Inflation Cas de l'Algérie 1990-2013, International journal Economics and Stratégic Managment of Business Process, Vol.5, n°12, p1-10.

[13] RAGAN. C, (2000). « Should We Expect Higher Growth From Lower Inflation? », Canadian Business Economics, vol. 8, n° 2, p. 19-31.

**Les rapports Scientifiques:**

[14] Direction générale de Trésor, Publication des services économiques, situation économique de l'Algérie, perspectives 2014, 2013.

[15] Rapport de la Banque d'Algérie, situation monétaire et politique monétaire, 2004.

[16] Rapport de la Banque d'Algérie, situation monétaire et politique monétaire, 2008.

[17] Rapport de la Banque d'Algérie, situation monétaire et politique monétaire, 2012.

[18] Rapport de la Banque d'Algérie, situation monétaire et politique monétaire, 2014.

[19] Rapport de la Banque d'Algérie, situation monétaire et politique monétaire, 2015.

[20] Rapport de la Banque d'Algérie, situation monétaire et politique monétaire, 2016.

**Liste des tables :**

**Tableau 1 :** estimation des données par la méthode MCO

**Tableau 2 :** test de l'hétéroscédasticité (test de White)

**Tableau 3 :** test de Wald

**Liste des figures :**

**Figure1 :** le carré magique de N.Kaldor

**Figure 2 :** Les trois catégories d'objectifs de la politique monétaire

**Figure3 :** les variables visés par la politique monétaire

**Liste des graphes :**

**Graphe 1 :** Évolution du taux d'inflation durant la période (2000-2017)

**Graphe 2 :** test de normalité

**Graphe 3 :** Test de validation du modèle : (test de stabilité des coefficients)